

Le calvaire des réfugiés Burundais en Tanzanie

Deutsche Welle, 01.10.2019 C'est à partir de ce 1er octobre que la Tanzanie débute le rapatriement des réfugiés burundais présents sur son sol. La raison invoquée est que la situation politique et sécuritaire chez son voisin se serait améliorée.

"En accord avec le gouvernement burundais et en collaboration avec le Haut-Commissariat pour les réfugiés, nous allons entamer le rapatriement de tous les réfugiés burundais le 1er octobre", déclare fermement le ministre tanzanien de l'Intérieur Kangi Lugola. "En l'en croire, "en vertu de cet accord, ce sont 2.000 réfugiés qui seront rapatriés chaque semaine, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de réfugiés burundais en Tanzanie". Pour sa part, le ministre burundais de l'Intérieur, Pascal Barandagiye, a déclaré disposer "d'informations selon lesquelles des personnes, des organisations internationales leur ont dit qu'il n'y a pas de paix au Burundi". "Ce n'est pas vrai, le Burundi est en paix et les réfugiés doivent rentrer chez eux", a-t-il déclaré lors d'une visite dans l'un des camps des réfugiés en Tanzanie. D'après le HCR Dans un communiqué le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés s'est démarqué de cette affirmation: "si la sécurité s'est globalement améliorée, le HCR estime que la situation au Burundi n'est pas, à l'heure actuelle, de nature à encourager les retours". C'est pourquoi Dana Hughes, la porte-parole du HCR pour l'Afrique de l'Est, "appelle les Etats à s'assurer qu'aucun réfugié ne soit renvoyé au Burundi contre son gré et que des mesures soient prises pour que la situation au Burundi soit plus favorable au retour de réfugiés (...)". Elle rappelle toutefois que des "centaines" de Burundais fuient toujours leur pays chaque mois et demande aux Etats de la région de continuer à les accueillir. Assurances Au cours de deux interviews qu'il a accordées à la DW, Gaston Sindimwo, Premier Vice-président du Burundi a rassuré ses compatriotes que la sécurité leur sera garantie, dès leur retour au pays. Des assurances que ne prennent pas au sérieux les réfugiés qui craignent pour leur vie une fois rentrés au bercail. La décision prise par les autorités de la Tanzanie de rapatrier les réfugiés burundais inquiète les ONG de défense des droits de l'homme et les réfugiés eux-mêmes. Hilaire, c'est un nom d'emprunt, se plaint du fait que les autorités tanzaniennes ont durci les conditions de vie dans les camps de réfugiés pour les inciter à partir.